



APPEL de l'AG de NÎMES du 05/12/2024

La censure du gouvernement Barnier ne doit pas faire oublier aux agents que le projet politique porté par les divers gouvernements qui se sont succédés demeure.

Cette politique repose sur un abaissement de la Fonction publique et de ses agents alors que ces derniers, chaque jour, se mettent au service de tous les Français dans tous les territoires, urbains, péri-urbains et ruraux, défavorisés ou riches. Cet abaissement s'exprime par la perte de pouvoir d'achat, la dégradation des conditions de travail, l'humiliation publique par les ministres placés à la tête des administrations de l'État.

Les conséquences de cette politique sont connues : crise du recrutement, rapports conflictuels avec certains usagers, fuite des élèves vers l'enseignement privé, suppressions de postes et de classes...

L'assemblée générale se réjouit du succès de cette journée qui, en dépit de l'actualité politique, montre un rejet majoritaire, par les agents, des politiques anti-Fonction publique.

L'assemblée générale, réunie à Nîmes en présence de la FSU, de la FNEC-FP FO, de SUD Education et de la CGT Educ'action, demande :

- Abrogation des réformes des retraites.
- Amélioration des traitements des toutes les agents et de tous les agents par le dégel du point d'indice et refonte des grilles indiciaires.
- Abandon de la réforme de la voie professionnelle.
- Abrogation des réformes Blanquer du LGT et bac.
- Abrogation des mesures « choc des savoirs »
- Des moyens à hauteur des besoins pour l'école inclusive : création d'un statut d'AESH de catégorie B, suppression des PAS, créations de places en ESMS...
- Traitement humain des élèves : diminution des effectifs dans les classes.
- Abandon des projets Kasbarian (jours de carence, diminution de 10 % des traitements des agents en congé maladie, suppression de la GIPA) et Guérini (suppression des catégories A, B, C de la FP).
- Plan de titularisation des contractuels.
- Plan d'égalité salariale femmes/hommes.

L'AG appelle, dès à présent, les personnels de l'éducation nationale dans le Gard à se réunir en assemblées générales d'établissement ou de bassin pour débattre des suites à donner à cette journée de grève du 5 décembre, y compris par la grève, et des actions à mener localement (courriers aux élus, adresse aux partis politiques, actions interpro...).